



Sur la base d'un rapport accablant, Paul Biya veut savoir pourquoi les travaux sont de nouveau à l'arrêt. Fou furieux, le Sg/Pr cherche le dénonciateur du Palais. Le stade ne pourra finalement pas être livré en fin septembre, comme annoncé. Révélations.

En milieu de semaine dernière le ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République (Sg/Pr), Ferdinand Ngoh Ngoh, a reçu une bien curieuse correspondance sur sa table.

Le chef de l'Etat, Paul Biya, lui donnait 48 heures pour donner les raisons du nouvel arrêt des travaux de construction du complexe sportif d'Olembe, à Yaoundé et dont l'ouvrage principal, de 60.000 places, est appelé à accueillir entre autres les matches d'ouverture et de clôture de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football que le Cameroun accueille du 9 janvier au 6 février 2022.-

Quelques heures auparavant, le locataire d'Etoudi avait en effet reçu un rapport accablant sur la question. Rédigé par un autre proche collaborateur, il donnait un état des lieux alarmant sur la conduite des opérations, placées sous les auspices de la task force pilotée par le Sg/Pr.

En gros, non seulement le constructeur principal, Magil, réclamait le paiement de nombreux décomptes et travaux supplémentaires, mais en plus tous les sous-traitants croulaient sous les

impayés. Conséquence, tout est à l'arrêt avec de sérieuses menaces sur les délais de livraison de l'ouvrage, prévus en fin septembre.

La lettre de dénonciation, du reste fort documentée, ne se contente pas d'énumérer les dysfonctionnements. Elle plonge au cœur d'un système de prédation à l'origine de coûts supplémentaires de l'ordre de 19 milliards de francs, selon des sources introduites, sur un financement initial d'un peu plus de 163 milliards de francs.

Jusque-là convaincu d'avoir les circuits d'information au président de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh est interloqué. C'est la première fois que lui, le tout-puissant habitué à donner des ordres aux ministres «sur très hautes instructions du chef de l'Etat», se retrouve lui-même en position délicate.

Il ne comprend pas, surtout, par quel circuit l'informateur a pu atteindre Paul Biya alors que lui, qui se croit investi des pouvoirs les plus étendus, s'estime aussi désormais à l'abri des mauvaises surprises. C'est dire s'il nourrit des instincts de vengeance.

Jeudi, il réunit ainsi son état-major en vue de trouver des réponses appropriées à la demande d'explications.

Dans le même temps, le Sg/Pr met ses troupes en branle en vue de retrouver le corbeau, qui ne peut se trouver qu'au palais présidentiel. Un nouvel épisode de la guerre des réseaux, qui fait rage ces dernières années à Etoudi.

TRAVAUX 24H/24. La conséquence de ce branle-bas va se dessiner vendredi matin, sous la forme d'une réunion de crise sur le site d'Olembe. Autour des membres de la task force l'on retrouve des représentants de Magil, des sous-traitants ainsi que le gouverneur de la région du Centre, Paul Naseri Bea.

Au terme d'un passage en revue de la situation, les envoyés spéciaux de Ferdinand Ngoh peuvent égrener la série d'annonces préparées depuis la veille. L'on apprend alors le déblocage, dès le début de cette semaine par la Standard Chartered Bank, d'une enveloppe de 21 milliards de francs représentant le financement des fonds de contrepartie du coût résiduel d'achèvement du complexe sportif d'Olembe.

Sur cette base, le canadien Magil, reprenneur du chantier au départ attribué à l'italien Piccini, devra mettre en place un système de fonctionnement 24 heures sur 24. Rassurés, ses ingénieurs ont indiqué que les derniers matériels liés aux finitions sont, depuis la fin de la semaine dernière, régulièrement embarqués dans trois bateaux.

Quant aux sous-traitants, ceux-ci devront dans le même temps se rapprocher de la CCA Bank où leurs décomptes seront payés sur la base d'un crédit de 6,3 milliards de francs contracté le 23 mars 2021. Et, si de nouveaux incidents n'interviennent dans le processus d'achèvement, le chantier d'Olembe devra être livré «vers mi-octobre» et non plus en fin septembre, comme initialement annoncé. Mais, par-dessus tout, les responsables de la task force ont appelé les entrepreneurs à «moins de bruits inutiles» autour du chantier.

L'on imagine bien que Ferdinand Ngoh Ngoh, piqué au vif et désormais sur ses gardes, ne tient pas à ce qu'un nouveau rapport défavorable, vienne compromettre son pouvoir sans cesse grandissant auprès de Paul Biya.

Aurore Plus
